

Article paru dans La Région du 7 février 2019

La politique agricole 2022+ est stable, mais....

De mi-novembre à début mars, le Conseil fédéral a remis l'ouvrage sur le métier en présentant une nouvelle mouture de la Politique agricole 2022+. En effet, en novembre 2017, le projet avait subi l'assaut de vives critiques et c'est un projet remanié, tenant compte en grande partie de ces critiques, qui est mis en consultation auprès des cercles habituels.

Effet des récentes votations populaires, l'ouverture des marchés n'est plus au centre des modifications. C'est au contraire un projet dans la continuité des derniers programmes agricoles qui est mis en discussion: la stabilité des mesures était un point central des demandes des agriculteurs et de leurs organisations professionnelles.

Au niveau de l'agriculture de montagne, le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) demande des améliorations sur trois aspects principaux.

L'un concerne les améliorations structurelles où la Confédération propose la suppression de l'aide au logement. Elle propose également un report de charges de la caisse fédérale à celles des cantons en limitant à 70% la part des projets agricoles régionaux et en laissant les cantons prendre en charge le reste.

La deuxième demande a trait à une meilleure prise en compte de l'agriculture à temps partiel. Si 30% des exploitations suisses travaillent sur ce modèle, cela concerne plus de la moitié des exploitations de montagne. Ces exploitations, même modestes, contribuent à l'entretien des paysages et à la biodiversité et participent ainsi à l'attractivité touristique de la Suisse.

Le troisième point qui peut paraître anecdotique est la proposition de supprimer l'aide pour la valorisation de la laine indigène. Est-ce le froid de février qui nous fait paraître cette mesure plus glaciale encore ou plutôt le fait qu'une matière première aussi précieuse que la laine ne soit plus soutenue alors qu'il s'agit de la mise en valeur d'une véritable ressource régionale ? Certes, il est annoncé que le budget agricole ne va pas augmenter, mais il y a d'autres économies possibles que celle-ci!

D'autres nouveautés sont annoncées, comme la création d'un système AOC/IGP uniforme pour le vin – sujet chaud s'il en est - et la création d'une plateforme dédiée aux exportations agricoles. La transition vers la numérisation va aussi faire l'objet d'encouragements. Enfin, une série de mesures vise à réduire les apports dans les cours d'eau des engrais de ferme et la possibilité de renforcer régionalement les exigences là où des problèmes spécifiques liées à la qualité des eaux se poseraient.

Les longues soirées d'hiver sont propices à la lecture et si vous voulez en savoir plus, le rapport de 169 pages est à disposition sur internet. Mais il reste d'autres contributions directes pour démontrer votre intérêt à l'agriculture: n'achetez que les produits régionaux "swiss made"!

Christine Leu,
Coordinatrice régionale